

Embargo :
Mardi, le 25 janvier 2005
13 h 30



Communiqué de presse

Marchés postaux européens en plein bouleversement : la Suisse sous pression

Au cours d'une conférence organisée par economie suisse et l'EPFL sur le thème « Ouverture à la concurrence et régulation des marchés postaux », il est apparu évident que le marché postal suisse subit une forte pression. Spécialistes et décideurs s'accordent à dire que tant la pression du marché (concurrents et clients) que celle de l'UE ne faibliront pas. Par conséquent, il faut poursuivre la libéralisation avec la prudence et la régulation qui s'imposent.

L'évolution du marché postal suisse est indissociable de l'ouverture des marchés postaux européens

L'évolution observée dans les pays voisins démontre que l'ouverture des marchés postaux progresse conformément aux réformes décidées. De nombreux éléments semblent indiquer que les marchés postaux de l'UE seront totalement libéralisés en 2009. Plusieurs pays, à savoir la Suède, la Finlande et l'Estonie, ont déjà atteint cet objectif, tandis que les Pays-Bas, l'Allemagne et la Grande-Bretagne devraient toucher au but en 2007. Dans le mouvement, les craintes relatives au démantèlement de prestations de service d'un niveau élevé ont pu être écartées. La Suisse doit maintenant examiner la question centrale – de quelle manière réguler au mieux le marché postal : en d'autres termes comment garantir à l'avenir une desserte de base viable sur le plan économique couvrant tout le territoire et quelles incitations aménager en vue de faire jouer les mécanismes du marché dans l'intérêt du client (améliorer le rapport qualité-prix).

Une évolution du marché postal suisse séparée de celle des marchés postaux de l'UE n'est pas possible, ni sur le plan économique, ni sur le plan politique. En outre, un isolement mettrait en péril la dynamisation du marché postal dans son ensemble. Les expériences passées ont montré que les petits pays parviennent, aussi petite leur poste nationale soit-elle, à s'établir sur le marché postal libéralisé de l'UE et à préserver le niveau des prestations, voire à l'améliorer.

Dialogue entre les scientifiques, les économistes, les acteurs du marché postal, les autorités et les milieux politiques

Pascal Gentinetta, membre de la direction d'économiesuisse, a exprimé les attentes des entreprises suisses envers un marché postal libéralisé. A l'heure actuelle, les entreprises représentent 80% du chiffre d'affaires de la poste suisse, aussi l'économie a-t-elle intérêt à ce que l'entité qui assure le service postal soit la plus performante possible. *Tony Reeves*, spécialiste du marché postal européen, est venu de Bruxelles pour donner un aperçu de la réglementation actuelle du marché postal au sein de l'UE. Regardant vers l'avenir, il a fait clairement comprendre que l'UE entendait poursuivre avec détermination la voie sur laquelle elle s'est engagée. *Paul Overdijk* représente une entreprise postale de premier plan (TPG) d'un petit pays de l'UE. Il a relaté les expériences positives des Pays-Bas en lien avec la privatisation de la poste. Le professeur *Matthias Finger* a exposé, du point de vue scientifique, les critères d'une libéralisation contrôlée du marché, et insisté sur le fait que l'évolution du marché postal suisse ne pouvait être dissociée de l'évolution européenne. Il en ressort que la Suisse doit répondre à des exigences élevées et qu'elle peut tout au plus ralentir le rythme dans la mesure où elle tente de réaliser le grand écart avec le service public. La marge de manœuvre entrepreneuriale est essentielle pour tous les prestataires de service du secteur postal. *Martin Kaiser*, qui a parlé du rôle du régulateur, a évoqué les premières expériences de « PostReg » et suggéré quelques pistes pour la suite des réformes (ouvrir l'accès au dernier kilomètre postal aux prestataires de services privés).

La conférence a réuni toute une série de personnalités de haut niveau : un représentant de la Confédération en tant que propriétaire de la poste (*Hans Werder*, secrétaire général du DETEC), un représentant de la direction du groupe La Poste (*Josef Bösch*), un représentant d'un petit concurrent (*Marcel Tüscher*, CEO de NES), un grand client de la Poste (*Patrick Kessler*, directeur de la maison de vente par correspondance Quelle), une représentante des consommateurs (*Franziska Troesch-Schnyder*, présidente du Konsumentenforum kf) et un représentant des milieux politiques (*Duri Bezzola*, conseiller national). Les participants au débat ont traité le thème en profondeur et débattu de l'évolution future du marché postal suisse.

Marché postal suisse : il est impératif d'agir

Les participants ont, certes, défendu des points de vue opposés, mais ils se sont rencontrés sur le fait que la situation actuelle du marché postal ne peut être jugée satisfaisante et que la libéralisation doit se poursuivre au vu des grands défis actuels (libéralisation totale au sein de l'UE, modèle de régulation européen, évolution technologique). Les participants au débat n'ont guère contesté le point de vue selon lequel il est impératif d'agir et que, par conséquent, un débat pragmatique sans préjugé s'impose, dont l'enjeu est l'essor du secteur postal dans son ensemble.

Pour toute question :

Pascal Gentinetta, economiesuisse, 044 421 35 35

Prof. Matthias Finger, MIR-EPFL, 021 693 00 01